

Examen de diplôme pour expert(e)s fiscaux 2015

Droit

Cet examen comprend 12 pages

Temps indicatif: 90 minutes
Max. points: 90 points

6 exercices

		Temps indicatif	Points max.
Exercice 1	Droit public	11 minutes	11 points
Exercice 2	Droit des obligations partie générale Vente / droits réels	16 minutes	16 points
Exercice 3	Droit des successions	19 minutes	19 points
Exercice 4	Bail	10 minutes	10 points
Exercice 5	Mandat / Droit du travail	10 minutes	10 points
Exercice 6	Droit des sociétés	24 minutes	24 points

N'utilisez pour vos solutions que les feuilles de solutions quadrillées jaunes à la fin de cet examen final. Les notes sur les feuilles d'exercices ou au verso des feuilles d'exercice et de solutions ne seront pas évaluées.

Autres indications à observer soigneusement:

- Les réponses doivent être brièvement motivées. **Les réponses qui ne sont pas motivées ou dont la motivation est inexacte peuvent être évaluées avec zéro point. Vous ne devez mentionner les références des lois applicables que lorsque cela est requis dans l'énoncé de la question.**
- Partez de l'hypothèse que toutes les personnes et sociétés mentionnées dans les états de fait et l'énoncé des questions ont leur domicile, respectivement leur siège en Suisse. Tous les contrats mentionnés sont soumis au droit suisse.
- **Les réponses illisibles seront évaluées avec zéro point, et une réponse est considérée comme illisible lorsqu'elle ne peut pas être lue à première vue par les correcteurs concernés.**
- Lisez l'état de fait et les questions y afférentes de manière exacte et complète avant de formuler les réponses.
- Si la place ne suffit pas, référez-vous clairement à d'éventuelles feuilles annexes ; les calculs font partie des solutions. Les notes sur les feuilles d'exercices ou au verso des feuilles d'exercices et de solutions ne seront pas évaluées.

Pour des raisons d'égalité de traitement, il ne sera donné aucune explication relative aux questions pendant l'examen. En cas d'incertitude, vous pouvez poser des hypothèses raisonnables et les exposer dans la réponse.

Nous vous souhaitons plein succès!

Examen de diplôme pour expert(e)s fiscaux 2015

Droit

Exercice 1

Temps indicatif:	11 minutes
Max. points:	11 points

Droit public

Etat de fait

Monsieur et Madame Min ont une fille, Minni, qui fréquente l'école enfantine publique (obligatoire). Minni aura prochainement 6 ans et organise pour ses amis une fête d'anniversaire chez elle, à la maison. Tous les enfants de la classe de Minni sont invités à la fête, à l'exception des frère et sœur Sat et Angri, qui appartiennent à la confession Jain, dont les membres ne mangent pas de légumes-racines. Monsieur et Madame Min considèrent cette religion, respectivement les restrictions quant à la nourriture « étranges ». Les parents ne voudraient pas qu'un jour Minni ne mange plus de légumes-racines. Les parents de Sat et Angri se plaignent auprès de Madame et Monsieur Min ainsi qu'auprès de Madame Handsarteit (la maîtresse) et font valoir la violation de droits fondamentaux (en particulier la liberté de religion et l'égalité de traitement). Madame Handsarteit est informée de la fête d'anniversaire et également du fait que Sat et Angri n'ont pas été invités. Madame Handsarteit annonce immédiatement cet « événement » à la commission de surveillance cantonale compétente pour toutes les irrégularités touchant le fonctionnement de l'école enfantine. La fête d'anniversaire de Minni a lieu sans Sat et Angri.

Question 1.1 (4 points)

Les personnes privées sont-elles liées par les droits fondamentaux? Expliquez brièvement votre réponse.

Question 1.2 (3 points)

Le comportement de Monsieur et Madame Min, c'est-à-dire de ne pas avoir invité Sat et Angri à la fête d'anniversaire, était-il admissible sous l'angle du droit public? Motivez brièvement votre réponse.

Question 1.3 (4 points)

Deux semaines après la fête, la commission cantonale de surveillance rend une décision selon laquelle Minni, en raison des faits, est exclue de l'école enfantine pendant trois semaines. Partez de l'hypothèse que cette décision de la commission cantonale de surveillance restreint un droit fondamental. Quelles conditions la restriction d'un droit fondamental de la commission cantonale de surveillance doit-elle remplir afin que la restriction d'un droit fondamental soit admissible sous l'angle du droit public?

Examen de diplôme pour expert(e)s fiscaux 2015

Droit

Exercice 2

Temps indicatif:	16 minutes
Max. points:	16 points

Droit des obligations partie générale/Vente/Droits réels

Etat de fait

Monsieur Flei est propriétaire d'un vélo de course. Il aimerait vendre le vélo et mandate, avec procuration, son voisin, Monsieur Neibor, pour vendre le vélo de course pour CHF 6'700. Monsieur Neibor se met à la recherche d'un acquéreur, en indiquant ouvertement à chaque acquéreur potentiel que le vélo de course ne lui appartient pas, mais qu'il appartient à Monsieur Flei. Monsieur Neibor rencontre quelques jours plus tard son ancien chef, Monsieur Barklaud, qui manifeste son intérêt pour le vélo de course et offre CHF 2'500. Bien que Monsieur Neibor sache que l'offre de Monsieur Barklaud est inférieure au prix indiqué préalablement par Monsieur Flei, Monsieur Neibor et Monsieur Barklaud tombent d'accord pour CHF 2'500, ce dont Monsieur Flei n'est pas immédiatement informé. Lorsque Monsieur Barklaud vient chercher le vélo de course chez Monsieur Flei et s'acquitter du prix convenu (CHF 2'500), Monsieur Flei refuse de lui remettre le vélo de course, dans la mesure où il ne veut rien savoir d'un contrat (de vente) dûment conclu.

Question 2.1 (2 points)

Quelles sont les conditions centrales pour qu'une représentation déploie ses effets dans une (« vraie ») représentation directe?

Question 2.2 (4 points)

Un contrat de vente, selon lequel Monsieur Barklaud est acheteur, a-t-il été conclu? Expliquez votre réponse en vous référant aux dispositions légales topiques de la partie générale du Code des obligations qui jouent un rôle important pour cette question.

Question 2.3 (5 points)

Variante de l'état de fait: Monsieur Neibor ne trouve, malgré des recherches intensives, aucun acquéreur. Il décide d'acheter lui-même le vélo de course pour CHF 6'700. Il en informe par écrit Monsieur Flei et lui transfère par erreur CHF 7'600 (au lieu de CHF 6'700). Deux jours après que le versement de CHF 7'600 a été effectué sur le compte de Monsieur Flei, Monsieur Neibor sonne à la porte de Monsieur Flei et le prie de lui remettre le vélo de course. Monsieur Flei est au courant du paiement effectué, mais ne se montre pas impressionné et veut plutôt conserver le vélo de course pour lui-même. Un contrat de vente a-t-il été conclu entre Monsieur Flei et Monsieur Neibor? Monsieur Neibor est-il propriétaire du vélo de course (et dans l'affirmative, à partir de quand exactement), alors même qu'il a versé CHF 900 de trop à Monsieur Flei?

Question 2.4**(5 points)**

Autre variante de l'état de fait: Comme Monsieur Neibor, malgré d'intensives recherches, ne trouve pas d'acquéreur, Monsieur Flei se met lui-même à la recherche d'une personne intéressée. Il trouve Monsieur Installmer, qui est prêt à payer CHF 6'700, mais en deux tranches (au moment du transfert du vélo de course CHF 5'000 et ultérieurement, deux semaines après la remise du vélo de course, CHF 1'700). Monsieur Flei est d'accord sur ce mode de paiement par acomptes. Le 1^{er} juin 2015, Monsieur Installmer paie à Monsieur Flei CHF 5'000 et emmène immédiatement le vélo de course. Lorsque Monsieur Flei demande, deux semaines plus tard, le paiement de CHF 1'700, Monsieur Installmer répond qu'il aurait réalisé deux jours auparavant que le cadre du vélo de course était rouillé à l'intérieur. Les frais de réparation se monteraient à CHF 2'000. Monsieur Installmer ne veut donc « plus rien savoir » de sa dette résiduelle de CHF 1'700; il souhaite au contraire que Monsieur Flei lui paie CHF 300. Monsieur Installmer fait réparer le vélo de course dans les règles de l'art pour CHF 2'000 (ce à quoi Monsieur Flei, admettant le défaut, a consenti). Quelles sont les conditions pour une compensation? Les conditions d'une compensation sont-elles remplies en l'espèce (et dans l'affirmative, que se passe-t-il en droit avec la dette du solde de paiement de CHF 1'700 en cas de compensation)?

Examen de diplôme pour expert(e)s fiscaux 2015

Droit

Exercice 3

Temps indicatif: 19 minutes
Max. points: 19 points

Droit des successions

Etat de fait

Monsieur Lower est marié avec Madame Lower. Les époux Lower ont deux enfants nés de leur union (Alpha et Beta). Monsieur Lower a de surcroît un enfant né hors mariage nommé Gamma. Monsieur Lower est âgé et rédige de ce fait le 1^{er} juin 2015 un testament valable en la forme. Son « enfant préféré » est Beta, qui exploite une petite ferme à Zuoz (GR) et qui doit se contenter de peu d'argent. Parce que le voisin de Monsieur Lower a soutenu à une occasion que Alpha, à savoir le fils aîné, a voulu empoisonner son propre père à la fin de 2014, son père (Monsieur Lower) l'a puni en le déshéritant par testament décrivant de manière détaillée les circonstances. Alpha n'a toutefois jamais planifié un tel empoisonnement; l'histoire de l'empoisonnement était un pur mensonge du voisin, ce dont Monsieur Lower n'était pas conscient. Dans le même testament, il est de surcroît disposé que l'épouse actuelle, Madame Lower, est réduite à sa réserve. Finalement, le testament prévoit que Gamma « ne doit recevoir que le minimum absolu, qui lui revient de par la loi ». Monsieur Lower décède au 1^{er} août 2015 et laisse une fortune de CHF 900'000 en liquide.

(Indication: pour la réponse aux questions ci-dessous, les aspects de régime matrimonial ne sont pas à prendre en considération).

Question 3.1

(9 points)

Qui reçoit combien de la succession (en CHF)? Motivez brièvement.

Question 3.2

(6 points)

Variante de l'état de fait de base: En partant de l'hypothèse qu'il n'y a pas de testament, qui reçoit quoi de la succession (en CHF)? Quelles sont les dispositions légales applicables?

Question 3.3

(4 points)

Complément à l'état de fait de base: Beta est décédé un mois avant la mort de son père lors d'un accident de tracteur. Il laisse son épouse Tricka et leurs 2 enfants (Trickson et Tricksonette). Combien Tricka reçoit-elle de la succession de son beau-père (en CHF)? Combien reçoivent Trickson et Tricksonette de la succession de leur grand-père (en CHF)? Expliquez brièvement vos réponses.

Examen de diplôme pour expert(e)s fiscaux 2015

Droit

Exercice 4

Temps indicatif:	10 minutes
Max. points:	10 points

Droit du bail

Etat de fait

Monsieur Mover habite en qualité de locataire un bel appartement de 4 pièces à la Unteren Zäune 11 au centre de Zurich. Le loyer se monte à CHF 1'700 par mois y compris les frais accessoires. La propriétaire de cet appartement est Madame Silly. Lorsque Monsieur Mover apprend de son employeur qu'il peut travailler pour 1 année aux Etats-Unis dans le cadre d'un programme d'échange, il se met à la recherche d'une solution transitoire pour son appartement. Par hasard, son nouveau collègue de travail, Monsieur Taurus, l'informe qu'il cherche un appartement à Zurich et qu'il serait très intéressé à s'installer provisoirement dans l'appartement de Monsieur Mover. Les meubles de Monsieur Mover peuvent rester dans l'appartement.

Question 4.1

(5 points)

Comment Monsieur Mover devrait-il procéder, et à quoi devrait-il prendre garde? Indiquez également la disposition légale applicable.

Question 4.2

(5 points)

Complément à l'état de fait: Monsieur Mover et Monsieur Taurus signent un document dans lequel il est stipulé que Monsieur Taurus loue pour 1 année l'appartement de la Unteren Zäune 11. Il est convenu qu'il s'acquitte d'un loyer de CHF 1'750 y compris les frais accessoires par mois. Il est décidé que les meubles personnels de Monsieur Mover demeurent dans l'appartement, de sorte que Monsieur Taurus peut les utiliser, ce qui constitue un grand soulagement pour lui. Monsieur Mover envoie copie de ce document à Madame Silly. Lorsque Madame Silly reçoit cette copie, elle appelle sans délai Monsieur Mover et l'informe que Monsieur Taurus ne peut en aucun cas entrer dans cet appartement. Elle se réfère à cet égard à un paragraphe du contrat de bail conclu entre Monsieur Mover et Madame Silly selon lequel *"l'appartement de la Unteren Zäune 11 ne peut pas être utilisé par une autre personne que Monsieur Mover"*.

Comment appréciez-vous cette situation?

Examen de diplôme pour expert(e)s fiscaux 2015

Droit

Exercice 5

Temps indicatif:

10 minutes

Max. points:

10 points

Mandat / droit du travail

Etat de fait

Monsieur Will recherche d'urgence un conseil juridique et s'adresse à Monsieur Iknowit, avocat indépendant à Zurich (inscrit au registre des avocats). Monsieur Will a quelques questions compliquées en matière de droit des successions car il voudrait faire rapidement un testament pour répartir de manière inégale sa fortune à ses 4 enfants, son épouse et sa sœur. Monsieur Iknowit a assuré Monsieur Will lors de leur premier entretien (en date du 1er juin 2015) de sa disponibilité à se charger de dispenser le conseil juridique demandé. Simultanément, Monsieur Iknowit a informé Monsieur Will que celui-ci ne peut résilier le contrat qui lie Monsieur Iknowit et Monsieur Will que moyennant un délai de résiliation de 20 jours pour la fin d'un mois, parce que Monsieur Iknowit est très occupé en ce moment et qu'il doit faire attendre tous ses autres clients, et qu'il n'accepte provisoirement que très peu de nouveaux clients. De surcroît, Monsieur Iknowit a informé Monsieur Will qu'en cas de résiliation anticipée du contrat par décision de Monsieur Will, celui-ci devrait s'acquitter d'une peine conventionnelle de CHF 10'000 à Monsieur Iknowit. Monsieur Will est quelque peu surpris de ces conditions. Monsieur Iknowit le rassure en lui expliquant qu'il existe justement des circonstances particulières dans le présent cas. Monsieur Will accepte. Trois jours civils (selon calendrier) après la date du premier entretien, Monsieur Will envoie une liste manuscrite avec le nom des personnes qu'il aimerait favoriser par son testament. Cette liste mentionne les enfants de Monsieur Will et sa maîtresse, mais pas son épouse. 2 jours après avoir reçu cette liste de noms, Monsieur Iknowit rend Monsieur Will attentif, par téléphone, que le fait de ne pas prendre son épouse en considération pourrait constituer un problème. Monsieur Will est fâché du renseignement transmis et informe Monsieur Iknowit le 8 juin 2015 qu'il ne veut plus travailler avec lui *immédiatement* et qu'il résilie le contrat. Il demande de surcroît à Monsieur Iknowit de lui retourner aussi rapidement que possible la liste nominative établie par Monsieur Will, parce que ce document contient des informations très sensibles.

Question 5.1

(3 points)

Quel est le rapport contractuel qui lie Monsieur Will et Monsieur Iknowit? Motivez brièvement.

Question 5.2

(3 points)

Quand le rapport contractuel se termine-t-il? Motivez brièvement (y compris indiquez la disposition légale applicable).

Question 5.3**(1 point)**

Partez de l'hypothèse qu'il y a en droit une résiliation anticipée de ce rapport contractuel. Est-ce que Monsieur Iknowit peut faire valoir la peine conventionnelle?

Question 5.4**(3 points)**

Complément à l'état de fait: Monsieur Iknowit et Monsieur Will s'entendent sur le plan financier sur une prestation de CHF 5'000, que Monsieur Will paie à Monsieur Iknowit, pour solde de toutes prétentions financières (à savoir y compris les frais engagés par Monsieur Iknowit et mis en compte pour le rendez-vous du 1er juin 2015, la revue de la liste de noms ainsi que le téléphone, etc.). Monsieur Iknowit refuse toutefois de remettre la liste de noms. Expliquez brièvement pourquoi il doit remettre la liste de noms.

Examen de diplôme pour expert(e)s fiscaux 2015

Droit

Exercice 6

Temps indicatif:	24 minutes
Max. points:	24 points

Droit des sociétés

Etat de fait

La société 4JZ SA est une société anonyme dont le siège statuaire est à Zurich. Le capital-actions, entièrement libéré, se monte à CHF 3'000'000, réparti en 3'000'000 actions nominatives avec une valeur nominale de CHF 1 par action. Les actionnaires de 4JZ SA sont Monsieur Winter (1'000'000 actions), Madame Frühling (1'000'000 actions), Madame Sommer (900'000 actions) et Madame Herbst (100'000 actions). Le conseil d'administration de 4JZ SA se compose de Monsieur Winter et de Madame Sommer. Les actions de 4JZ SA ne sont pas restreintes dans leur transmissibilité et ne sont pas non plus cotées en bourse. 4JZ SA a pour but l'exploitation d'un restaurant à St-Moritz (GR).

Question 6.1

(3 points)

Variante complémentaire 1 à l'état de fait: Madame Frühling souhaite vendre ses actions à 4JZ SA. Le conseil d'administration de 4JZ SA se déclare intéressé et signale à Madame Frühling que 4JZ SA rachèterait les actions de Madame Frühling dans le cadre de la part admise par la loi. A quoi faut-il veiller en ce que concerne les fonds nécessaires au rachat et la quote-part des actions à racheter? Indiquez les dispositions légales applicables.

Question 6.2

(9 points)

Variante complémentaire 2 à l'état de fait: Au cours des années 2012 et 2013, la marche des affaires du restaurant a été mauvaise. D'anciens clients ont raconté à Monsieur Winter que le restaurant ne serait plus "adapté au goût du jour". Le conseil d'administration de 4JZ SA a décidé en janvier 2014, après mûre réflexion, de donner une nouvelle orientation stratégique à l'exploitation et l'a réalisée. Il a fait installer un bar moderne par TopBar SA et rénover à grands frais la salle à manger. Les locaux du restaurant ont été décorés selon un concept artistique entièrement neuf avec des peintures de l'artiste allemand Joerg Maxzin. Monsieur Nillsson, un chef de cuisine vedette d'Oslo, a été engagé. Les coûts totaux pour cette nouvelle orientation stratégique se sont montés à CHF 1 mio. Malheureusement, le résultat commercial pour l'exercice 2014 s'est révélé mauvais à nouveau. Le nombre d'hôtes a à nouveau baissé (de 35% par rapport à 2013). Madame Herbst (actionnaire de 4JZ SA) a maintenant perdu patience; la valeur de ses actions se serait réduite, selon une évaluation de son comptable, de 15,1% pour la seule année 2014. Elle réclame des dommages-intérêts. Pour motiver sa demande, elle fait principalement valoir que le conseil d'administration de 4JZ SA a surestimé l'importance d'un bar et les talents culinaires de Monsieur Nillsson et que le goût artistique des touristes de St-Moritz a été mal évalué.

A son avis, 4JZ SA aurait simplement dû faire davantage de publicité à Moscou. Le conseil d'administration ne se laisse pas impressionner et demeure optimiste. Il se réfère au plan du conseil d'administration selon lequel les mesures prises ne déploieront vraisemblablement un effet positif sur le résultat qu'à compter de l'exercice 2016.

Quelles sont les dispositions du droit de la société anonyme (art. 620 ss CO) qui s'appliquent pour procéder à une analyse juridique de ce cas? Quelles sont les conditions principales pour faire valoir une prétention (par mots-clés, pas de développements) en dommages-intérêts par Madame Herbst? Comment appréciez-vous les chances de succès de Madame Herbst? Votre analyse des chances de succès serait-elle modifiée s'il apparaissait que Monsieur Winter, Monsieur Nillsson, Monsieur Joerg Maxzin et l'actionnaire unique de TopBar SA se sont connus au cours de l'année 2005 lors d'une ascension du Cervin?

Question 6.3

(5 points)

Variante complémentaire 3 à l'état de fait: Le bilan annuel audité de 4JZ SA au 31 décembre 2013 faisait état des valeurs suivantes (présentation simplifiée):

Bilan commercial [TCHF] au 31.12.13			
Actifs circulants	3'000	4'500	FE à court terme (de tiers)
		2'000	FE à long terme (de tiers)
Actifs immobilisés	4'500		
Perte au bilan	2'000	3'000	Capital-actions
	9'500	9'500	

Comment désigne-t-on ce bilan? Quelle action s'impose-t-elle? Motivez votre réponse avec mention de la disposition légale.

Question 6.4

(5 points)

Variante complémentaire 4 à l'état de fait: le conseil d'administration de 4JZ SA souhaite ne distribuer aucun dividende pour l'année 2014. Selon le bilan annuel audité au 31 décembre 2014, la société 4JZ SA présentait les valeurs indiquées ci-dessous (présentation simplifiée). Les actionnaires sont surpris et souhaitent voir un dividende distribué pour l'exercice 2014. Comment Madame Frühling devrait-elle procéder, de la meilleure manière possible, pour que 4JZ SA distribue malgré tout un dividende (indiquer également les dispositions légales applicables)? Quel est le montant maximum du dividende qui peut être distribué? Ne dissolvez pas de réserves. Expliquez brièvement le calcul; les aspects d'impôt anticipé peuvent être laissés de côté.

Bilan commercial [TCHF] au 31.12.14			
Actifs circulants	7'000	2'500	FE à court terme (de tiers)
		1'000	FE à long terme (de tiers)
Actifs immobilisés	4'800	3'000	Capital-actions
		2'800	Réserves légales
		2'500	Report de bénéfice (y compris bénéfice annuel)
	11'800	11'800	

Question 6.5**(2 points)**

Question additionnelle à la question 6.4: Une décision de l'assemblée générale selon laquelle le dividende (un montant en CHF) serait payé en EUR selon un cours de change CHF/EUR précisé dans la décision serait-elle valable? Une décision de l'assemblée générale selon laquelle le dividende ne serait pas seulement payé en EUR, mais selon laquelle le montant du dividende décidé par action serait déjà fixé en EUR serait-elle valable?